

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2022)
Heft: 6

Artikel: La chute du Mur, un événement mal compris
Autor: Amaudruz, Céline
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1035376>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre et ci-dessous : Le 19 novembre 1985 se déroule à Genève le sommet Reagan-Gorbatchev. Cette première rencontre a lieu dans un contexte de course à l'armement et de nombreux conflits à travers le monde.

Politique de sécurité

La chute du Mur, un événement mal compris

Céline Amaudruz

Conseillère nationale, UDC / Genève

En novembre 1989, le Mur de Berlin s'est effondré, condamnant définitivement un régime politique qui faisait si bien le bonheur des populations qu'il fallait les enfermer de peur qu'elles ne s'enfuient. Alors que les peuples qui l'avaient testé rejetaient énergiquement le communisme et ses variantes, ses adeptes occidentaux avaient une autre lecture de l'événement. Ceux-ci identifiaient le Rideau de Fer à la guerre froide et partaient donc du principe qu'une fois le Mur tombé, la guerre mourrait avec lui. Une ère de paix et de félicité éternelle s'ouvrait enfin sur le continent européen. Les conflits qui ont endeuillé l'Europe au fil des siècles étaient définitivement abandonnés à l'histoire, l'amour triomphait. Naturellement, dès le moment où tout conflit est réputé impossible, le besoin de s'y préparer s'évanouit.

Les partisans d'une armée apte à remplir les tâches qui lui sont fixées par la Constitution furent tout-à-coup catalogués comme d'affreux passésistes restés attachés à une époque révolue, craignant cette armée Rouge relevant désormais du passé. Malheureusement pour les pacifistes, les divisions blindées volontiers évoquées lors des cours de répétition n'avaient pas disparu, elles avaient juste changé de chefs. Et cela aurait dû inquiéter plus que rassurer dans la mesure où la menace devenait multiple, de vieilles rivalités ethniques renaissant après avoir été étouffées par le communisme. Mais ce qui pouvait se

passer dans le Caucase ne méritait qu'un intérêt limité, ce n'était que de modestes corrections apportées à ces frontières tracées arbitrairement par Staline, juste un remaniement parcellaire en quelque sorte. Il y a eu la guerre en ex-Yougoslavie. C'était moins loin, nous nous sentions concernés. Les réfugiés affluaient, la drogue avec eux officiellement pour financer le conflit, surtout pour enrichir les trafiquants.

Pendant ce temps-là, aux Etats-Unis, Bill Clinton avait bien du mal à faire oublier une malencontreuse tache sur une robe. Il décida d'allumer un contre-feu et mobilisa l'OTAN pour aller faire le ménage dans les Balkans sans mandat de l'ONU. De notre côté, nous n'étions pas en reste, notre diplomatie s'affairait. La Suisse fut parmi les premiers pays à reconnaître le Kosovo en tant qu'Etat indépendant. On a pu voir notre ministre des Affaires étrangères fort souriante serrant la main du criminel de guerre Ashim Thaçi dont les activités délictueuses ont été mises en lumière par notre compatriote Dick Marty. Le service après-vente en quelque sorte.

Les avions de combat assurent – en temps de paix déjà – la surveillance et la police aérienne. En cas de défense, ceux-ci doivent opérer de manière dispersée, protégée et à partir d'emplacements durcis – car bien évidemment leurs bases sont des cibles-clés.



Mais là-encore, il s'agissait de conflits ethniques hérités d'un autre âge, les peuples aspiraient légitimement à la liberté et retrouveraient leur calme lorsqu'ils l'auraient obtenue. Rien d'alarmant donc. En Suisse, la question demeurait. A quoi bon peut bien servir l'armée à l'aube de la paix éternelle ? Ils furent nombreux à admettre qu'on pouvait alléger le dispositif et se contenter de maintenir un contingent résiduel pour faire face aux cybermenaces notamment. L'armée suisse devint dès lors une variable d'ajustement budgétaire. Chaque année, lorsque les prévisions laissaient à penser que la Confédération dépenserait un peu trop, on tapait dans le budget de la défense. Cela était d'autant plus facile que c'est le seul endroit où la gauche se montre favorable aux économies, qui milite depuis fort longtemps pour l'abolition de notre armée. On entendait çà et là quelques voix inquiètes évoquer la mission constitutionnelle de l'institution et son incapacité à la remplir mais les nostalgiques de l'armée de grand-papa n'émouvaient pas grand monde avec leurs préoccupations.

L'abolition de l'armée demeurait le but ultime de la gauche qui redoublait d'initiatives diverses et variées, triomphant lorsque l'achat de nouveaux avions de combat fut rejeté en votation populaire. Pour le Groupement pour une Suisse sans Armée (GssA) et ses satellites, le peuple avait compris qu'une force aérienne était inutile, que quelques vieux coucous suffisaient largement pour les missions de police du ciel et qu'acheter de nouveaux jets revenait à jeter l'argent par les fenêtres. Fort heureusement, on remit l'ouvrage sur le métier, ce qui permit à la population de donner mandat au Conseil fédéral d'acquiescer un nouvel avion sans préciser le modèle. Sourcilleuse du respect des décisions populaires qui vont dans son sens, la gauche l'est beaucoup moins lorsque les urnes lui sont contraires. Et nous avons aujourd'hui une initiative tardive visant non pas à empêcher l'achat d'une flotte de combat mais d'interdire l'acquisition du F-35 américain. La manœuvre visant à repousser le remplacement de nos jets vieillissants n'a pas abouti et le contrat d'acquisition a pu être signé.

Et tout-à-coup, la guerre en Ukraine ramena tout le monde à la réalité. Personne n'avait jugé utile d'informer Vladimir Poutine qu'en Suisse, quelques-uns avaient décidé que tout conflit conventionnel sur le continent européen était désormais impossible. Ces fameuses divisions blindées que beaucoup croyaient disparues avec le Mur firent mouvement, franchissant la frontière pour déclencher une guerre partie pour s'inscrire dans la durée. Comme un malheur n'arrive jamais seul, l'attaque provoque diverses crises, énergie et nourriture notamment. Nous sommes directement touchés cette fois-ci. Il n'est plus possible de prendre le conflit à la légère parce que lointain, parce qu'héritage d'erreurs de frontières. Il n'est plus question de s'interroger quant à l'utilité de l'armée suisse mais bien de s'inquiéter quant à son état de délabrement avancé.

Et le constat est cruel. Attaquée sans relâche depuis plus de trente ans, l'armée suisse se trouve dans un état de déliquescence préoccupant. L'essentiel de l'armement

lourd a pris de l'âge et ferait sans doute pâle figure face aux engins modernes, notamment dans le domaine de l'artillerie. Il y a certes eu de nombreuses mises à jour mais on ne fait pas du neuf avec du vieux. Beaucoup de nos systèmes d'armes arrivent en bout de course voire ont été mis au rebut et ne sont pour l'heure pas remplacés. L'interopérabilité semble l'ultime solution qui reste à notre disposition pour assurer l'intégrité de nos frontières. Un rapprochement plus étroit avec l'OTAN revient sur le tapis, qui nécessiterait un fort toilettage de la neutralité qui a été la nôtre jusqu'à la guerre en Ukraine.

Ce besoin de confier à d'autres le soin d'assurer notre sécurité est inquiétant. L'oiseau compte sur ses ailes, pas sur la branche. Nous serions bien inspirés de faire comme lui. L'empire romain d'Occident a péri pour avoir perdu ses vertus martiales et fait appel aux Germains pour assurer sa défense. L'OTAN défend un certain nombre de principes que nous partageons mais nous ne devons pas oublier qu'il s'agit avant tout du bras armé des Etats-Unis en Europe. Lord Ismay, son premier secrétaire général, disait de l'OTAN qu'elle avait pour rôle de «garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle». Les événements récents démontrent que ces mots demeurent d'actualité.

C'est à nous qu'il revient d'assurer l'intégrité de notre territoire. Nous devons redonner les moyens à notre armée d'assumer son mandat constitutionnel. Il faut d'urgence libérer les fonds nécessaires pour combler plus de trente ans de laxisme coupable. Et revoir de fond en comble le principe du recrutement. On ne peut plus se contenter de n'enrôler que les volontaires ou ceux qui n'ont pas trouvé la moindre excuse pour être exemptés. Le service civil doit être l'exception à la règle et non un moyen commode d'éviter le port de la tenue d'assaut et les efforts physiques qui vont avec. Moderniser nos systèmes d'armes est une chose, encore faut-il disposer du personnel nécessaire à sa mise en œuvre. Cela suppose que nos militaires soient formés et régulièrement entraînés à faire usage du matériel dont ils disposent, à commencer par le fusil d'assaut. Les tirs obligatoires demeurent toujours d'actualité même si certains estiment que savoir tirer à 300 mètres ne sert à rien en combat urbain. Le soldat qui met dans le mille à longue distance touchera aussi une cible plus proche de lui.

La défense de notre pays est notre affaire. Nous nous le devons. Et nous le devons aussi à l'OTAN. Si les choses tournent mal, nos voisins doivent savoir que nous sommes en mesure de nous défendre seuls voire à leurs côtés s'il le faut. Une Suisse affaiblie militairement ne sert les intérêts de personne, surtout pas les nôtres. Et si à quelque chose malheur est bon, peut-être pouvons-nous dire que la guerre en Ukraine a ouvert les yeux les plus aveugles et que nous allons quitter le mythe pour revenir à la réalité, même si elle n'est guère réjouissante.

C. A.